

ILLIEN, Gildas, *La Place des Arts et la Révolution tranquille. Les fonctions politiques d'un centre culturel* (Sainte-Foy, Les éditions de l'IQRC et les Presses de l'Université Laval, 1999), 151 p.

Hélène Laperrière

Volume 54, numéro 1, été 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305668ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305668ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laperrière, H. (2000). Compte rendu de [ILLIEN, Gildas, *La Place des Arts et la Révolution tranquille. Les fonctions politiques d'un centre culturel* (Sainte-Foy, Les éditions de l'IQRC et les Presses de l'Université Laval, 1999), 151 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54(1), 147–149.
<https://doi.org/10.7202/305668ar>

ILLIEN, Gildas, *La Place des Arts et la Révolution tranquille. Les fonctions politiques d'un centre culturel* (Sainte-Foy, Les éditions de l'IQRC et Les Presses de l'Université Laval, 1999), 151 p.

En « s'attaquant » à la Place des Arts, Gildas Illien fait preuve de détermination. L'auteur décortique en effet un des dossiers culturels québécois les plus complexes qui soient. La sortie d'un tel ouvrage, espérons-le, donnera à d'autres le goût d'aborder des dossiers similaires. Les relations compliquées entre Montréal et le Québec, avant et après la Révolution tranquille, méritent bien cet effort.

La structure de l'ouvrage est conforme à la tradition de l'analyse politique, surtout une fois inversés les titre et sous-titre de l'ouvrage. La lecture faite ici des fonctions politiques d'un grand établissement culturel et des liens entre la Place des Arts et la Révolution tranquille appartiennent uniquement au champ politique. Les chapitres 1 et 2, portant

sur l'histoire de la Place des Arts et les fonctions politiques du centre culturel, mettent bien en évidence cette lecture politique dans laquelle l'auteur excelle. Moins utile mais tout de même intéressant, le chapitre 3 sur la métropole, la Place des Arts et le maire Drapeau brosse un large tableau de la dynamique politique de l'époque. Le chapitre 4 suggère, non sans originalité, un regard neuf sur la Révolution tranquille en confrontant nationalisme et culture dans le dossier de la Place des Arts.

Selon l'auteur, la difficulté de réaliser la Place des Arts — puisque c'est de cela qu'il s'agit ici —, tient au style politique de Jean Drapeau, un style cadrant de moins en moins avec ce que devient le projet de la Place des Arts durant ces longues années de gestation. En évoluant, le projet « doit » se démocratiser. Or, plus le règne de Drapeau avance, plus le style dirigiste et la vision de grandeur de l'homme s'affirment. Bref, avec le temps, le projet de la Place des Arts devient tout ce que le Québec n'est plus.

La seule critique — mais, dans la mesure où là n'est pas l'intention de l'ouvrage, la critique n'est peut-être pas fondée — pouvant être formulée est de ne pas avoir suffisamment tenu compte de la relation étroite, plus que symbolique, entre un établissement de cette envergure et la société montréalaise.

En premier lieu, la Place des Arts est un complexe monumental visant à mettre Montréal à égalité avec les grandes villes américaines, s'inscrivant dans une logique de légitimation des deux groupes linguistiques en présence et correspondant à un désir d'ordre spatial animé par une vision spécifique de la vie métropolitaine. À Montréal, cette approche a prévalu dès 1879, avec l'apparition du premier musée (celui des Beaux-Arts). Or, la Place des Arts voit le jour dans une période où cette volonté de grandeur urbaine est remplacée par une logique de démocratisation. On ne compte guère d'établissement culturel réalisé après 1960 qui ne soit pas spécifiquement démocratique. La « résistance » au fait de mettre au monde la Place des Arts, et qui se matérialise par des conflits syndicaux et des luttes politiques, ne serait donc pas due à une mauvaise stratégie politique ou encore à l'avènement de la Révolution tranquille mais plus simplement au décalage observé entre son concept même et l'époque où le projet de centre culturel se développe. À cet égard, l'étude de 1958 de la firme new-yorkaise Raymond Loewy Corporation, *A Cultural Center in Montreal*, est riche en enseignements. Tout y est considéré, les données techniques, économiques, acoustiques, etc. N'y manque pourtant qu'une donnée essentielle : pour qui réalise-t-on ce centre ?

En second lieu, la Place des Arts est l'établissement par excellence de la nouvelle élite francophone. Or, au moment même où l'idée prend forme, Montréal assiste à un véritable bouleversement démographique. Le départ vers les banlieues s'accroît et les nouveaux Montréalais sont de plus en plus issus de communautés dont la langue d'origine est autre que le français ou l'anglais, et qui choisissent majoritairement de s'intégrer au groupe anglophone. Tandis que pour les Québécois francophones, l'identification culturelle est un processus intimement lié à la Révolution tranquille, au fait français et à une nécessaire démocratisation de la culture, ceux qu'on appelait à l'époque les « néo-Québécois » n'associent pas un tel choix linguistique à une affirmation culturelle. La Place des Arts a été conçue comme un symbole : celui de la grandeur métropolitaine de Montréal, de la force culturelle du groupe francophone et de la légitimité de ses élites. Malheureusement pour le maire Drapeau, aucun des éléments pouvant appuyer ces affirmations n'était au rendez-vous.

En conclusion, l'ouvrage de Gildas Illien est fort bien documenté (quoique les références aux politiques municipales et culturelles canadiennes plutôt que québécoises apportent peu au propos) et offre une analyse fine des fonctions politiques d'un centre culturel. Il est écrit dans un style élégant et courtois auquel la science politique, surtout lorsqu'elle est engagée, nous a peu habitués.

HÉLÈNE LAPERRIÈRE
Groupe Culture et Ville